

article titré sur trois colonnes : « pour échapper au mariage forcé, une jeune dactylo tente de se suicider » relate l'histoire de Fella, employée à la S.N. Repal qui, le 7, a avalé de l'acide chlorhydrique et se trouve depuis, défigurée, à l'hôpital d'El Kettar. Le 19 février, « Jeunesse », organe national de la J.F.L.N., qui a déjà consacré deux pages de son numéro précédent au mariage forcé avec le sous-titre : « conscience ou inconscience ? », fait sa couverture avec un croquis de jeune fille et ce simple texte en rouge et noir : « Le suicide de Fella ».

De la défense à l'offensive

On aurait une vue incomplète de l'offensive qui se mène pour l'application effective de l'égalité des hommes et des femmes, inscrite dans la **Charte d'Alger** comme dans la Constitution, si on se bornait à signaler le bruit fait autour de ces drames. Toute une discussion se mène à travers le courrier des lecteurs d'« Alger Républicain ». On y trouve d'intéressantes propositions comme celle de Mohammed ben Aïssa (8 février) qui propose de créer dans chaque commune, un bureau « prémariage » qui recevrait le futur couple accompagné de deux témoins, et délivrerait une autorisation de mariage après s'être assuré, notamment, qu'il y a bien consentement effectif. Et quand un certain Khaled, de l'O.N.R.A. d'Oran, lui répond bêtement sur un mode qui se veut ironique, il se trouve aussitôt deux lectrices d'Alger pour lui clouer durement le bec. On y trouve aussi des prises de position collective comme cette lettre de 39 jeunes gens et jeunes filles de Constantine — qui signent — appelant à une campagne contre le mariage forcé et autres traditions rétrogrades « non conformes à notre religion musulmane ».

La presse nationale consacre une certaine place aux activités féminines : participation des filles au Cross du Parti, soirées artistiques données par des lycéennes ; elle publie des interviews de lycéennes, d'ouvrières. L'élection d'une femme, le 27 janvier, au comité de gestion de la CO.GE.HO.RE. (Commission de gestion des hôtels et restaurants) comme celle de Fatma Ould Ali à la présidence du Complexe algérien de menuiserie et d'ameublement (entreprise autogérée de 199 ouvriers) ont donné lieu à des articles et interviews bien mis en évidence. « Jeunesse » du 26 février consacre deux pages à une « table ronde » de 10 femmes algériennes sur le problème de l'émancipation féminine. Une enquête intitulée « l'Algérie prépare ses cadres » (« Alger Républicain », février) souligne que « à Tizi-Ouzou, les mères vont à l'Université Populaire ».

Il faut citer également quelques prises de position syndicales comme celle du pré-congrès de la Fédération Nationale du Pétrole et du Gaz tenu le 18 février, et surtout la résolution de l'Assemblée des Travailleuses du Grand Alger, du 7 mars, qui réclame une représentation plus large des femmes au congrès de l'U.G.T.A.

Au meeting

Si le défilé fut important, le meeting ne le fut pas moins. On pouvait y voir à la tribune — et cela avait valeur de symbole — Ben Bella au milieu d'un important groupe de femmes.

Comparé à ses précédentes allocutions, le discours du Président peut paraître en retrait. Il n'a pas redit aux femmes de se débarrasser du voile. Il a appuyé sur le fait que la participation de la femme à la vie du Parti et du pays devait s'inscrire « dans le cadre de nos valeurs arabo-islamiques ». Mais il est douteux que les manifestantes elles-mêmes, dans leur masse, aient été fort sensibles à cet aspect. De son discours, ce qu'elles auront surtout retenu, c'est ceci : « je suis très heureux des banderoles réclamant la participation de la femme au sein du Parti. Je suis convaincu que vos droits ne vous seront jamais attribués volontairement par les hommes. C'est par votre lutte que vous parviendrez à les obtenir ». Et ceci : « le Parti vous est ouvert et je vous affirme qu'il est disposé à vous aider ». C'est d'ailleurs ce qui ressort des réponses à une enquête relatée par « Alger Républicain » du 10 mars, réponses qui peuvent se résumer dans cette phrase, d'une conviction que sa naïveté même pourrait bien rendre explosive : « maintenant mon mari me laissera entrer au Parti ».

Le problème dès lors est précisément celui du « quoi maintenant ? ». La solution dépendra, bien sûr, des femmes elles-mêmes. Mais il n'est pas négligeable qu'elles soient ou non appuyées dans leur action par de bonnes lois notamment. Il est certain en effet que le meilleur antidote à la peur du qu'en-dira-t-on qui pousse au mariage forcé est encore la crainte de l'opprobre public et des rigueurs de la loi. Cela a marché dans le cas de Nadia ; pourquoi pas dans d'autres ?

J.M. PETITFRERE.

Au 2^e anniversaire des décrets historiques de mars 1963

Alger, le 24 mars 1965

Le 23 mars, c'est le premier novembre du socialisme algérien. De même que dans la nuit du premier novembre 1954, en déclenchant la lutte armée anticolonialiste, dans les montagnes des Aurès, les Nationalistes algériens sonnèrent le glas du colonialisme dans ce pays, le 23 mars 1963, l'institutionnalisation de l'Autogestion marqua un pas décisif pour la mise en marche de la Révolution Socialiste.

La Révolution Socialiste est-elle aujourd'hui accomplie en Algérie ? Naturellement non. Et personne n'affirme le contraire dans ce pays, sauf peut-être les bureaucrates et les bourgeois hypocrites qui craignent sans doute de la voir se développer.

Les répercussions des grèves

Les contradictions et les conflits qui se développent entre ces couches rétrogrades et les travailleurs des villes expliquent fondamentalement la vague de grèves qui a déferlé en décembre 64-janvier 65, à Alger surtout (voir l'Internationale - février 1965).

Bien que principalement dirigées contre les patrons étrangers et algériens du secteur privé, ces grèves, qui ont également touché le secteur nationalisé, ont mis en lumière le comportement de la « bourgeoisie bureaucratique en formation dans les appareils de l'administration, de l'Etat et de l'économie. » (extrait de la Charte d'Alger). Le comportement de certains bureaucrates du Parti et de la direction syndicale fut également éclairé sous un jour très particulier.

Les forces rétrogrades cherchèrent par tous les moyens — de la persuasion à la répression — à arrêter le mouvement et à imposer un compromis. Ces compromis, qui accordèrent en général peu de satisfaction aux revendications économiques des ouvriers, n'ont cependant pas mis fin à la lutte. Les travailleurs ont vu s'ouvrir une autre porte pour manifester leur mécontentement et leur combativité : la préparation du deuxième Congrès de l'UGTA.

Le congrès de l'UGTA

Les instances nationales de ce Congrès ont commencé le 23 mars, jour anniversaire des décrets de mars. S'il est exagéré de dire que la tenue de ce Congrès fut provoquée par les grèves, celles-ci ont cependant contribué à avancer sa date.

Nous reviendrons sur les débats du Congrès UGTA. Mais une série de réunions préparatoires ont eu lieu, non seulement dans les villes, mais également dans une série de fermes autogérées du secteur socialiste. La presse quotidienne en a donné un écho trop lointain, mais qui montre néanmoins que les débats furent animés. Relevons certains problèmes soulevés.

Le projet de règlement de l'UGTA (« Révolution et Travail »-18/2/65), dit que : « Les membres de la Commission Exécutive de l'UGTA sont élus pour 2 ans par le Congrès et ne peuvent être remplacés. Ils doivent tous être des militants du F.L.N. »

Un ouvrier de l'EGA (Electricité et Gaz l'Algérie), d'Oran, déclare à ce propos : « C'est au fond le problème de la démocratie révolutionnaire qui est posé. Nous avons souffert nous-mêmes, dans notre corporation, du sectarisme. Si aujourd'hui, nous pouvons nous féliciter de nos réalisations, c'est parce que nous avons su nous battre pour une application juste de la vraie démocratie. Ça nous a permis d'élargir notre base, de gagner de nouvelles énergies pour appliquer dans la vie la Charte d'Alger. »

« Il y a eu des structurés (militants UGTA, membres du Parti), qui ont montré leur incapacité ; d'autres, non-structurés encore, nous ont montré leur volonté d'appliquer la Charte d'Alger dans la vie de tous les jours. »

C'est ici tout le problème du rapport (et de l'indépendance) entre le Parti et le Syndicat qui est posé.

De son côté, le Conseil National des Cheminots, qui s'est terminé le 19 mars, propose de remplacer la phrase sur la nécessaire appartenance au FLN pour être

élu à la CE par « les membres de la CE doivent être des militants authentiquement révolutionnaires remplissant les critères définis par la Charte d'Alger ».

Au cours de ce même débat (selon « Alger-Républicain » du 20 mars), « plusieurs délégués signalèrent des insuffisances constatées dans la reconstruction du Parti. »

Beaucoup de travailleurs, particulièrement les ouvriers des villes et les travailleurs permanents des fermes autogérées, craignent en effet de voir se développer de façon trop envahissante un courant bureaucratique au sein d'au moins une partie de la direction et des appareils du Parti. Ils craignent que ces bureaucrates et leurs clans ne deviennent des alliés dangereux de la « bourgeoisie bureaucratique en formation dans les appareils de l'Etat », qu'évoque la Charte d'Alger.

Pour compléter ces informations, nous devons dire quelques mots sur le comportement actuel des autres couches et catégories sociales progressistes.

Faut-il jeter les stylos et les téléphones ?

A travers le Congrès des Travailleurs de la Terre, les meilleurs représentants des 200.000 travailleurs agricoles permanents des domaines autogérés avait démontré qu'eux aussi, étaient en lutte, non seulement contre les ennemis non-socialistes, extérieurs de l'autogestion, mais également contre certains bureaucrates des administrations et notamment ceux de l'ONRA (Office National de la Réforme Agraire). Beaucoup de cadres de l'ONRA défendent généralement une conception centraliste et autoritaire de l'organisation du secteur autogéré agricole. Le mécontentement des travailleurs transparait dans les restrictions contenues dans une récente déclaration d'un représentant important des partisans d'un socialisme autoritaire, le ministre de l'Agriculture et de la Réforme Agraire, Ali Mahsas : « Pouvez-vous nous permettre à nous, en tant que dépositaire de la responsabilité étatique dans ce domaine, de dire notre opinion sur la gestion. On nous dira que l'essentiel n'est pas le fonctionnaire, ni le technicien, mais le travailleur. C'est vrai objectivement dans la mesure où nous sommes tous ici à la disposition, au service de l'autogestion et des travailleurs. Mais il ne faut pas oublier que l'autogestion, comme l'a déclaré le président Ben Bella, est « un devenir » et qu'elle est comme en Yougoslavie, une affaire extrêmement sérieuse et complexe. Il convient de se pencher dessus en responsable et en professionnel. » (cérémonie de clôture du séminaire de formation théorique et d'information, tenu à Bougara, réunissant quelque 200 responsables agricoles — « Alger-Républicain » — 20 mars 65).

Selon Radio Alger, Ali Mahsas a également abordé le problème du bureaucratisme en disant : « Il ne faut pas attaquer l'Etat parce que l'Etat est fait de fonctionnaires. Soyons réalistes, pouvons-nous jeter les stylos et les téléphones ? »

Ali Mahsas a également annoncé plusieurs décisions importantes dont notamment la création imminente d'une Caisse Nationale de Crédit Agricole mais aussi l'autonomie financière pour chaque unité d'exploitation.

Vers l'unité révolutionnaire de l'avant-garde prolétarienne des villes et des campagnes ?

A travers les expériences effectuées par les ouvriers agricoles permanents, souvent parallèles à celles de leurs camarades des villes, et aussi grâce aux contacts créés par les brigades de volontaires des dimanches socialistes, qui permettent aux ouvriers des villes d'aller donner un coup de main à leurs camarades des fermes autogérées, certains pas sont franchis sur la voie de l'unité entre les travailleurs des villes (des industries nationalisées ou autogérées, semi-publiques et privées) et les travailleurs permanents des fermes autogérées. Une inconnue demeure : la grande mas-

se des petits fellahs (propriétaires d'une toute petite parcelle de terre) et des chômeurs ou semi-chômeurs ruraux (paysans sans terres ; journaliers dans les fermes des propriétaires algériens ou dans celles du secteur de l'Autogestion).

Analphabètes pour la plupart, ils n'ont pas encore fait entendre leur voix sur la scène politique. Ils n'étaient pas représentés au Congrès des Travailleurs de la Terre. Ben Bella, en le regrettant, l'a souligné clairement.

Mais il ne faut jamais oublier que, s'ils sont probablement moins avancés au niveau de leur conscience de la nécessité d'une révolution sociale et socialiste (surtout sans doute les petits fellahs), leur apport à la lutte nationaliste fut essentielle. La résolution finale du Congrès des Travailleurs de la Terre le réaffirme : « Les masses paysannes du secteur agricole dit « traditionnel » ont constitué la base de soutien principal de l'action libératrice de notre glorieuse ALN et ont particulièrement souffert du régime colonial et de la répression. »

La réforme agraire

Pour eux, seule une réforme agraire radicale (annoncée depuis longtemps, souvent reportée, enfin actuellement prévue pour l'été 1965, après les récoltes de 64-65) apporterait une issue, au moins partielle, à leur misère et à leur dénuement.

Il est déjà significatif que les travailleurs permanents des fermes autogérées aient voté cette résolution et préconisé la réforme agraire. Mais il faut être conscient que son application ou sa non-application dépendra non seulement du degré de mobilisation et d'organisation de la paysannerie pauvre de l'arrière-pays, mais aussi et avant tout de la clairvoyance, de la combativité et du dynamisme de l'avant-garde prolétarienne des villes et des campagnes.

Si un regain de mobilisation de cette avant-garde prolétarienne s'est faite sentir au cours de cet hiver 1965, au cours de cette même époque, une autre catégorie de personnes particulièrement exploitées en Algérie, les femmes, ont également fait entendre leur voix.

L'affluence de travailleurs qui sont venus à Alger, le 20 mars, commémorer le 2^e anniversaire des décrets de Mars (200.000 personnes, affirme « Le Peuple » du 21 mars) est une nouvelle preuve de cette nouvelle combativité des masses laborieuses dont nous parlions plus haut. Ici également les femmes étaient largement représentées. Un autre meeting réunissant quelque 15.000 personnes s'est également tenu ce dimanche matin 21 mars, à Bldja, dont le principal orateur était Ben Bella. Des manifestations semblables se sont tenues dans diverses villes d'Algérie, à Constantine notamment. A deux jours de l'ouverture du 2^e Congrès de l'UGTA, cet afflux des masses laborieuses a dû peser dans la balance.

Henri DUMOULIN.

PASSEZ-NOUS VOS COMMANDES DE LIVRES

L. TROTSKY :	
Littérature et Révolution ..	18,00 F
Où va la France	5,00 F
Les bolcheviks contre Staline ..	4,00 F
La Révolution trahie	9,00 F
E. MANDEL :	
Traité d'économie marxiste	
(2 vol.)	45,00 F
P. BROUÉ :	
Le parti bolchevique	40,10 F
LE THANH KHOI :	
Le Viet-Nam	30,00 F
P.V. DU PARTI BOLCHEVIQUE :	
Les Bolcheviks et la Révolution d'Octobre	18,80 F
M. MARLIER :	
Le Congo de la colonisation belge à l'indépendance ..	18,80 F
D. GUERIN :	
Sur le fascisme I	12,30 F
» II	18,80 F
Tous les ouvrages vous seront adressés franco de port sur règlement à notre C.C.P. 19.591.39, Paris.	